



SciencesPo
Rennes

CHAIRE TERRITOIRES ET MUTATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE
DE SCIENCES PO RENNES

2018

3^e édition

ÉCOLE D'ÉTÉ
INTERNATIONALE

27 au 29 juin 2018
Rennes

**Démocratie locale,
décentralisation et
gouvernance
multiniveaux**

Une réactivation du
clivage centre/périphérie ?

En collaboration avec



Partenaires



IPSA  AISP



**CHAIRE
TERRITOIRES ET
MUTATIONS DE
L'ACTION PUBLIQUE**



Lancée par Sciences Po Rennes en 2015, la Chaire « Territoires et Mutations de l'Action Publique – TMAP » est pilotée par Romain Pasquier (directeur de recherche CNRS-UMR 6051 et directeur de la recherche de Sciences Po Rennes). Elle a pour ambition d'être un espace d'échanges, de formation et de recherche, où les regards entre acteurs académiques et acteurs de la gouvernance territoriale se croisent et s'enrichissent.

Ses groupes thématiques :

- « Échelles territoriales et processus de gouvernance »
- « Aménagement du territoire : entre attractivité et cohésion »
- « Participation, démocratie locale et transition énergétique »
- « Ingénierie territoriale, management organisationnel et compétences des acteurs »

La Chaire TMAP est soutenue par ses partenaires :



PRÉSENTATION

L'école d'été internationale de la **Chaire « Territoires et Mutations de l'Action Publique – TMAP »** de Sciences Po Rennes revient pour une troisième édition, les 27, 28 et 29 juin 2018.

Elle propose, pendant trois journées, à de jeunes chercheurs, à des praticiens et à des élus locaux, une formation intensive, interactive et de haut niveau sur les enjeux de démocratie locale, de décentralisation et de gouvernance territoriale. Organisée par Sciences Po Rennes, en collaboration avec le laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051), et avec le soutien de l'Institut de la gouvernance territoriale de Paris, de l'Association internationale de science politique (AISP) et de l'Association française de science politique (AFSP), cette formation offre une occasion unique de rencontrer conjointement des chercheurs, des décideurs politiques et praticiens de la gouvernance publique multiniveaux dans un contexte qui favorise l'échange et la réflexion.

Le thème de l'édition 2018 :

**Démocratie locale, décentralisation et
gouvernance multiniveaux :
Une réactivation du clivage centre / périphérie ?**

Comme lors des éditions 2016 et 2017, l'école d'été contribuera au débat sur les effets croisés de la mondialisation économique, de la décentralisation du pouvoir et des transitions diverses dans les territoires, en accueillant dans les différentes conférences des chercheurs et enseignants-chercheurs reconnus dans l'analyse des enjeux de démocratie, de décentralisation et de gouvernance multiniveaux sur différents continents et à différentes échelles (internationale, étatique, régionale, locale...).

CONTEXTE ET OBJECTIF

Fractures territoriales, inégalités régionales, ségrégation, métropolisation, périurbanisation... La liste est longue des expressions ou formules qui visent à qualifier les mutations contemporaines de la fabrique territoriale. En France, dans un pays passionné par l'égalité territoriale, cette abondance sémantique illustre les tensions et les luttes de définition politico-scientifiques qui sont à l'œuvre. La toile de fond de cette mutation est sans aucun doute le déclin d'un État aménageur « à la française », bousculé tout à la fois par une nouvelle géographie économique et par les effets croisés de la globalisation, de l'intégration européenne et de la décentralisation.

La territorialisation de l'économie, par la concentration des richesses et des revenus qu'elle induit, par les disparités qu'elle produit, se révèle un puissant mécanisme de structuration des systèmes territoriaux. Les processus de concentration et de déconcentration des richesses contribuent ainsi à bousculer les hiérarchies entre États, régions, métropoles, villes moyennes et petites. Or, depuis les travaux de Stein Rokkan et Derek Urwin, nous savons que ces disparités territoriales ont des conséquences directes sur le fonctionnement des systèmes politiques européens. Comme l'illustrent les cas de la Catalogne, de l'Ecosse ou de la Corse, le sous-développement économique chronique ou, au contraire, les succès économiques constituent des terrains féconds pour remettre en cause l'État central et exiger de lui des politiques compensatrices et/ou une plus grande autonomie politique.

Dans ce contexte de recomposition territoriale, où les inégalités socio-spatiales ne cessent de s'accroître entre les individus et les territoires, entre les aires urbaines, péri-urbaines et les espaces ruraux, entre les grandes métropoles et en leur sein, des clivages centres/périphéries multifformes semblent s'actualiser.

Pour les surmonter, le renforcement des pouvoirs politiques et des capacités de régulation des territoires et de redistribution des ressources, la consolidation de la démocratie locale et la valorisation de la proximité, tout comme le principe de la gouvernance multi-niveaux, figurent souvent au cœur des changements préconisés au nom de la cohésion sociale et économique, de l'équité et de la cohérence territoriales.

Ces nouveaux mots d'ordre de l'action publique représentent-ils des ressources ou des contraintes en termes de capacité d'action et de transformation des gouvernements des espaces infranationaux ? Dans quelle mesure l'approche par le clivage centre/périphérie permet-elle de repenser le rapport entre les citoyens et leurs représentants, à différentes échelles ? Cette lecture est particulièrement fructueuse pour expliquer les transformations actuelles de l'action publique mais aussi les permanences et les inerties dans la fabrique des territoires.

Il s'agit ici d'identifier les processus de changement ainsi que les jeux d'acteurs qui contribuent à construire les « fractures territoriales » en problème public à résoudre. La figure de l'État garant de la justice territoriale est profondément remise en cause, en particulier en France, où la planification nationale et l'aménagement du territoire ont constitué des outils majeurs de modernisation économique et sociale. L'intégration européenne et la décentralisation modifient la perception des fractures territoriales à travers plusieurs mécanismes : un changement d'échelle du développement local et régional, ainsi que la diffusion de nouveaux référentiels et d'instruments de gouvernance territoriale.

Réunissant de jeunes chercheurs (en science politique, mais aussi en sociologie, en géographie, en urbanisme et aménagement, en gestion, en droit public, en histoire etc.), de professionnels de l'action publique territoriale (agents territoriaux, agents d'urbanisme, consultants...) et des élus locaux, autour d'universitaires spécialistes de ces sujets, l'école d'été constitue une contribution importante au débat et à la compréhension des changements en cours dans le gouvernement et le développement des territoires non seulement en France et en Europe, mais plus généralement dans les systèmes politiques de démocratie représentative contemporains.

PROGRAMME

MERCREDI 27 JUIN : DÉMOCRATIE LOCALE

8H45-9H00 : Accueil + café

9H00-9H30 : Discours de bienvenue et exposé introductif : **Romain Pasquier**, directeur de recherche au CNRS (UMR 6051), Sciences Po Rennes, titulaire de la Chaire TMAP

9H30-12H30 : Intervention de Cécile BLATRIX, professeure de science politique à AgroParisTech, Centre européen de sociologie et de science politique (*Salle du Conseil*) :

« Les recompositions du paysage participatif français : bilan et perspectives »

Discutante de la présentation : Alice ANBERRE, maître de conférence à Sciences Po Rennes

12H30-14H00 : Déjeuner

14H00-16H00 : Ateliers de regards croisés chercheurs/praticiens/élus - *Les chercheurs confrontent leurs travaux au regard critique des élus locaux et des praticiens.*

- Groupe 1 : « Gouvernance, politiques territoriales et participation » (*salle 13*) / **Président d'atelier** : Patrice Diatta, chargé de recherche et de développement de la Chaire TMAP, Sciences Po Rennes, UMR CNRS 6051
- Groupe 2 : « Transversalité et innovation des politiques publiques » (*salle 14*) / **Président d'atelier** : Thomas Aguilera, maître de conférences en science politique, Sciences Po Rennes, UMR CNRS 6051, Chaire TMAP

18H00-20H00 : Table ronde organisée en partenariat avec Rennes Métropole.

Thème : « **Fait métropolitain et cohésion territoriale** »

Lieu : Hôtel de Rennes Métropole, 4 avenue Henri Fréville

Intervenants :

- Maxime AGNOLA, doctorant en science politique, Sciences Po Rennes - Université Rennes 1, membre de l'UMR CNRS 6051 Arènes
- Cécile BLATRIX, professeure de science politique à AgroParisTech, Centre européen de sociologie et de science politique
- Frédérique BONNARD-LE FLOCH, vice-présidente de Brest Métropole, chargée des politiques européennes et contractuelles
- André CROCQ, 2^e vice-président de Rennes Métropole en charge du suivi du SCOT, du développement durable et de l'animation territoriale, président de la Commission Prospective et Développement durable
- Laurence FORTIN, maire de La Roche-Maurice, Vice-présidente de la communauté de communes du pays de Landerneau et Vice-présidente à l'aménagement du territoire de la Région Bretagne
- Ivan SAILLARD, chef du Département études, veille et débats d'ENEDIS, ancien directeur territorial Ille et Vilaine d'ENEDIS

Animation :

Marc ROUZEAU, animateur scientifique de la Chaire TMAP, maître de conférences associé à Sciences Po Rennes, directeur de la recherche et de la prospective à ASKORIA - *les métiers des solidarités*

20H00 : Cocktail (Hôtel de Rennes Métropole)

Cécile BLATRIX



Docteure de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et titulaire d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR), Cécile Blatrix est professeure de science politique à AgroParisTech – Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement. Elle dirige l'UFR Gestion du Vivant et Stratégies Patrimoniales et la Dominante d'Approfondissement (= Master) Science Politique, Écologie et Stratégies, ainsi que la mention Gestion des territoires et développement Local (GTDL) de l'Université Paris Saclay. Cécile Blatrix est membre du Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (CESSP). Ses travaux portent sur la participation du public aux processus de décision publique, les transformations contemporaines des démocraties et les politiques publiques environnementales.

PUBLICATIONS RÉCENTES :

- Blatrix C., Gourgues G., « Public Inquiries and Committees », in Charlotte Halpern, Patrick Hassenteufel, Philippe Zittoun (eds.), *Policy Analysis in France*, Policy Press, 2018 (vient de paraître).
- Blatrix C., « Moderniser un droit moderne ? Origines et significations de la simplification de l'action publique environnementale », *Revue Française d'Administration Publique*, n° 157, 2016, pp. 67- 82.
- Blatrix C., Reix F., Monédiaire G., Prieur M. et Rui S., « Soumettre au public l'activité réglementaire en matière d'environnement : exigence démocratique, nécessité juridiques et difficultés pratiques », in L. Mermet, D. Salles (Dir.), *Environnement : la concertation approuvée, contestée, dépassée ?*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, Coll. Ouvertures sociologiques, 2016.
- Bartoli A., Blatrix C., *Management dans les organisations publiques*, Paris : Dunod, 2015.
- Blatrix C., « Démocratie locale et débats public », in Olivier Borraz, Virginie Guiraudon, *Politiques publiques, tome 2*. Paris, Presses de Sciences Po : 2010.

- Revel M., Blatrix C., Blondiaux L., Fourniau J-M, Hériard-Dubreuil B., Lefebvre R., *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 2007.
- Blatrix C. « Devoir débattre. Les effets de l'institutionnalisation de la participation sur les formes de l'action collective », *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, vol. 15, n° 57, 2002, pages 79 à 102.

RÉSUMÉ DE LA PRÉSENTATION :

« Les recompositions du paysage participatif français : bilan et perspectives »

La valorisation de l'idée de la participation du citoyen ordinaire à la décision publique et la multiplication de détours participatifs, c'est-à-dire de procédures ou de pratiques destinées à associer les citoyens à la décision, constituent les deux caractéristiques du contexte « participationniste » qui marque bon nombre de démocraties contemporaines depuis une trentaine d'années. Quel bilan peut-on tirer aujourd'hui de cette séquence, c'est-à-dire à la fois du fonctionnement des dispositifs participatifs ou délibératifs, et de leurs effets sur la démocratie représentative ? L'intervention reviendra dans un premier temps sur les contours et caractéristiques du paysage participatif français, et la constitution progressive d'un champ de recherche spécialisé. On dressera sur cette base un bilan du fonctionnement des dispositifs participatifs existants et de leurs effets sur la légitimité des décisions et des décideurs. Dans un second temps on questionnera les enjeux liés à l'idée d'un dépassement de la démocratie représentative, à partir du cas du dispositif de « conférences de citoyens ».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Arnstein (Sherry R.), 1969, « A ladder of citizen participation », *American Institute of Planners*, vol. 35 (4) : 216-224.
- Blatrix (Cécile) « Des sciences de la participation. Paysage participatif et marché des biens savants en France », *Quaderni*, n° 79, automne 2012, pp. 59-80.
- Blatrix (Cécile) « La démocratie participative en représentation », *Sociétés Contemporaines*, vol.2, n° 74, juin 2009, p. 97-119.
- Manin (Bernard), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1995.
- Callon (Michel), Lascoumes (Pierre), Barthe (Yannick), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris, Seuil, 2001.
- Brown Mark B. « Citizen Panels and the Concept of Representation », *The Journal of Political Philosophy*, Vol. 14, n° 2, 2006.
- Guston D. « Evaluating the First U. S. Consensus Conference: The Impact of the Citizens' Panel on Telecommunications and the Future of Democracy », *Science, Technology & Human Values*, Vol. 24, No. 4 (Autumn 1999), pp. 451-482.

JEUDI 28 JUIN : **DÉCENTRALISATION**

8H45-9H00 : Accueil + café

9H00-12H00 : Conférence avec Yann FOURNIS, professeur du Département Sociétés, territoires et développement à l'Université du Québec à Rimouski (Salle du Conseil) :

« La décentralisation suffira-t-elle ? Le Québec face au retour du clivage centre-périphérie »

Discutant de la présentation : Benoit GIRY, chercheur postdoctoral en sociologie, Centre Émile Durkheim (CNRS - UMR 5116), [maître de conférence à Sciences Po Rennes (à partir de septembre 2018)]

12H00-13H30 : Déjeuner

13H30-15H30 : Ateliers de regards croisés chercheurs/praticiens/élus - *Les élus et praticiens font des retours d'expériences.*

- Groupe 1 : « Défis des inégalités territoriales et (in)capacité d'action publique : Retour d'expérience (professionnels et décideurs politiques » (salle 13) / **Président d'atelier** : Patrice Diatta, chargé de recherche et de développement de la Chaire TMAP, Sciences Po Rennes, UMR CNRS 6051
- Groupe 2 : « Défis des inégalités territoriales et (in)capacité d'action publique : Retour d'expérience (professionnels et décideurs politiques » (salle 14) / **Président d'atelier** : Thomas Aguilera, maître de conférences en science politique, Sciences Po Rennes, UMR CNRS 6051, Chaire TMAP

15H45-16H30 : Synthèse des ateliers de regards croisés par les rapporteurs des sessions

19H30 : Dîner de gala de l'école d'été (Restaurant Léon le Cochon)





Yann Fournis est professeur, Département Sociétés, territoires et développement à l'Université du Québec à Rimouski. Ses domaines de recherche sont les suivants : économie politique ; mobilisations et gouvernance territoriales ; politiques publiques et ressources naturelles ; théories du développement territoriales, études régionales.

PUBLICATIONS RÉCENTES :

- Fournis Y., Fortin M.-J., Brisson G., Chiasson G., Prémont M.-C. (dir.), *Les régimes de ressources québécois au prisme de la gouvernance : les secteurs forestier, porcin et éolien*, Québec : Presses de l'Université Laval (à paraître).
- Fournis Y., Dumarcher A., 2017, *Le territoire du CRDT. La construction d'un espace intellectuel, entre science et territoire*, Rimouski : GRIDEQ-UQAR, 170 p.
- Fortin M.-J., Chiasson G., Flamand-Hubert M., Fournis Y., L'Italien F. (dir.), 2016, « Ressources naturelles, gouvernance et communautés : refonder le développement des territoires », Actes du colloque du 83e congrès de l'ACFAS (mai 2015), Rimouski : GRIDEQ.
- Fortin M.-J., Fournis Y., L'Italien F. (dir), 2016, *La transition énergétique en chantier. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie*, Québec : Presses de l'Université Laval, 202 p.
- Boissonade J., Bauler T., Barbier R., Fortin M.-J., Lemarchand F., Raufflet E., Fournis Y. (éd.), 2015, « Mettre à l'épreuve l'acceptabilité sociale », *Vertigo*, vol. 15, n°3 (<https://vertigo.revues.org/16679>).
- M.-J. Fortin et Y. Fournis (dir.), « Acceptabilité sociale, où en sommes-nous au Québec ? », Actes du forum sur l'acceptabilité social tenu le 20 mars 2015 à l'UQAR, Rimouski : GRIDEQ

- T. Kernalegenn, J. Belliveau et Y. Fournis (2013) revue *Fédéralisme-Régionalisme*, vol. 13, n° spécial « La vague nationale des années 1960-1970. Regards croisés sur le Canada et l'Europe ».
- N. Dugalès, Y. Fournis et T. Kernalegenn (dir.), 2007, *Bretagne plurielle. Culture, Territoire et Politique*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 322 p.
- Fournis Y., 2006, *Les régionalismes en Bretagne: la région et l'État (1950-2000)*, Bruxelles: Peter Lang, 252 p.

RÉSUMÉ DE LA PRÉSENTATION :

« La décentralisation suffira-t-elle ? Le Québec face au retour du clivage centre-périphérie »

Le Québec n'échappe pas aux ambivalences territoriales du développement : celui-ci est marqué à la fois par des succès remarquables (5% de chômage, avec une belle croissance dans les grandes villes) et par des échecs patents (la crise de la ruralité, ancienne, est plus grave que jamais). Sans être inédite, cette tension a brusquement réactivé le « vieux » clivage entre les centres et les périphéries – il est vrai sous la forme de tensions entre provinces et territoires, plus « douces » au Canada qu'en Europe (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) ou aux États-Unis. Mais la tendance est têtue : alors que les dynamiques économiques actuelles valorisent trop souvent les seules villes (et plutôt les plus grandes), les espaces fragiles, ruraux ou périphériques, doivent inventer une voie propre de développement.

À tous ces égards, l'expérience récente du Québec est éloquente : en butte à une tension urbain-rural épousant le clivage entre-périphérie, la Province avait mis en place une architecture à deux niveaux où le modèle québécois, coopératif et pluraliste, venait compenser au niveau régional un modèle canadien, localiste et libéral, fondé sur les municipalités. Toutefois, les politiques récentes d'austérité ont recentré le développement du Québec sur ses villes (et surtout les plus grandes, moteurs de l'économie de la connaissance) et restauré la vocation extractiviste des autres régions. Il reste à voir si la seule décentralisation peut venir à bout du clivage centre-périphérie...

VENDREDI 29 JUIN : **GOVERNANCE MULTINIVEAUX**

8H45-9H00 : Accueil + café

9H00-12H00 : Conférence avec François-Mathieu POUPEAU, chargé de recherche au CNRS au Laboratoire Techniques Territoires et Sociétés, Université Paris Est (*Salle du Conseil*) :

« Du contrôle des territoires à la gouvernance multi-niveaux. L'analyse des relations « centre / périphérie » dans le temps long. »

Discutante de la présentation : Léa SENEGAS, doctorante en science politique à Sciences Po Rennes/Université Rennes 1 (UMR CNRS 6051)

12H00-13H30 : Déjeuner

13H30-16H30 : Conférence à deux voix (*Salle du Conseil*) :

Thème : « **Quelles gouvernances pour quelles métropoles ?** »

Intervenants :

- Pierre MANSAT, chargé de la métropole du Grand Paris auprès de la maire de Paris
- Jean-Marc OFFNER, directeur général de l'Agence d'urbanisme Bordeaux Métropole Aquitaine (A'urba)

Animation :

Jeanne CHAUVEL, docteure en science politique, chercheuse associée à la Chaire TMAP

16H45 : Conclusion de l'école d'été

17H00 : Cocktail de clôture de l'école d'été





Docteur de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR), François-Mathieu Poupeau est chercheur au CNRS, au sein du Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (Université Paris-Est). Il exerce par ailleurs plusieurs charges d'enseignement à l'École des ponts (Master énergie, Mastère spécialisé Politiques et actions publiques pour le développement durable). Ses travaux portent sur la gouvernance multi-niveaux, les politiques publiques de transition énergétique en France et en Europe, la socio-histoire de la (dé)centralisation et la réforme de l'État territorial en France.

PUBLICATIONS RÉCENTES :

- Poupeau F.-M., *Analyser la gouvernance multi-niveaux*, Grenoble, PUG, 2017.
- Poupeau F.-M., *L'électricité et les pouvoirs locaux en France (1880-1980). Une autre histoire du service public*, Bruxelles, Éditions Peter Lang, 2017 (collection « Histoire de l'énergie »).
- Poupeau F.-M., « L'émergence d'un État régional pilote. La recomposition des jeux administratifs autour du ministère de l'écologie et du développement durable dans une région française », *Gouvernement & action publique*, 2, 2, 2013, 249-277.

RÉSUMÉ DE LA PRÉSENTATION :

« Du contrôle des territoires à la gouvernance multi-niveaux. L'analyse des relations « centre-périphérie » dans le temps long. »

Depuis le XIXe siècle, l'analyse des relations « centre-périphérie » est devenue un objet à part entière de l'étude des systèmes institutionnels, Deil Wright, l'un des grands spécialistes de ces questions, n'ayant pas hésité à la qualifier de « quatrième branche » du gouvernement.

Cette intervention se propose de revenir sur la constitution progressive de ce champ de recherche, en montrant comment il s'est structuré en fonction de l'évolution des enjeux d'action publique (du contrôle des territoires à la gouvernance multi-niveaux) et de la manière dont différentes disciplines l'ont appréhendé (droit, science administrative, sociologie). Elle met, en particulier, l'accent sur quatre principales approches théoriques, qui offrent une complémentarité de regards, utile pour mieux saisir les dynamiques actuelles de recomposition institutionnelle (intégration européenne, décentralisation).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Ongaro E., Massey A., Holzer M., Wayenberg E., *Governance and Intergovernmental Relations in the European Union and the United States. Theoretical perspectives*, Cheltenham: Edward Elgar, 2010.
- Poupeau F.-M., *Analyser la gouvernance multi-niveaux*, Grenoble, PUG, 2017.
- Stoker G., « Intergovernmental Relations », *Public Administration*, 73, 1, 1995, pages 101-22.
- Thoenig J.-Cl., « Territorial Politics », in Rhodes, Roderick A.W., Binder, Sarah A., Rockman, Bert A. (eds), *The Oxford Handbook of Political Institutions*, Oxford University Press, 2006, pages 281-302.



Pierre Mansat est né le 13 décembre 1954 à Senlis (60). Après une jeunesse à Montluçon (03) de 1974 à 1989, il est employé au Centre de tri Postal de la Gare St Lazare. Militant syndical et politique, il devient en 1989 responsable du PCF du 20^e arrondissement de Paris. Il est élu Conseiller de Paris en 1995, puis réélu en 2001 et 2008.

De 2001 à 2004, il est adjoint au maire de Paris [Bertrand Delanoë], chargé des relations avec les collectivités territoriales et de la métropole. Initiateur de la Conférence Métropolitaine (2006), puis du syndicat d'études Paris Métropole [2009/ 220 collectivités adhérentes] il sera vice-président de l'Atelier Parisien d'Urbanisme et président du CAUE 75. En 2011 il devient président de l'Atelier International du Grand Paris, jusqu'en 2017. Administrateur de plusieurs institutions métropolitaines. En 2014, il a été nommé Inspecteur Général de la Ville de Paris, chargé d'une mission sur la Métropole du Grand Paris auprès de la Maire de Paris.

Pierre Mansat est titulaire d'un master Gestion Publique de l'IEP Paris et ancien auditeur de l'Institut des Hautes Etudes d'Aménagement des Territoires Européens (IHEDATE). Membre du bureau d'INTA [International Urban Development Association] et du club des Acteurs du Grand Paris. Il est chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Gilli F., *Grand Paris : L'émergence d'une métropole*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014
 - Lefèvre C., *Paris, métropole introuvable*, Paris, PUF, Collection « Ville en débat (la) », 2017
 - Fourcaut A., Bellanger E., Flonneau M., *Paris/Banlieues, conflits et solidarité*, Paris, Ed. Créaphis, 2007
 - Dossier, « La métropole parisienne entre récits, paroles et échanges », *Revue Quaderni* 2010/3 (n° 73), Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme
 - Subra Ph., *Le Grand Paris, géopolitique d'une vieille mondiale*, Paris, A. Colin 2012
 - Lefèvre C., Roseau N., Vitale T. (dir.), *De la Ville à la Métropole. Les défis de la gouvernance*, Paris, L'œil d'or, 2013
 - Offner J.-M., « Le Grand Paris », Direction de numéro spécial de revue : « Problèmes Politiques et sociaux », novembre 2007, n° 942, 119 p.
 - Auzannet P., *Les secrets du Grand Paris Express, zoom sur une décision publique*, Paris, Hermann, 2018
-



Jean-Marc OFFNER



Jean-Marc Offner est directeur général de l'a-urba (agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine). Formé à l'ingénierie urbaine et aux sciences sociales, il a dirigé le Laboratoire Techniques-Territoires-Sociétés (Latts) de 2000 à 2008, le Département Aménagement-Transport-Environnement de l'école des Ponts de 1996 à 2000 et le Groupement de recherche Réseaux du CNRS de 1993 à 2000. Il préside le conseil stratégique du programme de recherche Popsu sur les métropoles ainsi que l'École urbaine de Sciences Po (Paris).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Offner J.-M., « Quelle gouvernance pour le Grand Paris » (avec F. Gilli), Cahiers français n° 362, mai-juin 2011, pp. 83-88, la documentation française.
- Offner J.-M., « Pour un aggiornamento de la planification territoriale », Urbanisme n° 407, hiver 2017, pp.76-78.
- Offner J.-M., « La smart city pour voir et concevoir autrement la ville contemporaine », Quaderni n° 96, printemps 2018, pp-17-27, éditions ESMH.
- Offner J.-M., « Métropole », in Dictionnaire des politiques territoriales (dir. R. Pasquier, S. Guigner et A. Cole), pp.329-334, Presses de Sciences Po, 2011.

RÉSUMÉ DE LA PRÉSENTATION À DEUX VOIX :

« Quelles gouvernances pour quelles métropoles ? » (Pierre Mansat & Jean-Marc Offner)

Les institutions métropolitaines sont-elles « métropolitantes », c'est à dire aptes à jouer un rôle actif dans la régulation des processus de métropolisation ? A savoir qualifier et sélectionner, négocier ou ordonner, initier ou renforcer... des transactions territoriales ? Dans un jeu d'acteurs en recomposition, des figures spatiales sont mobilisées, ressources rhétoriques pour le développement de coopérations et d'alliances territoriales en partie inédites. Ainsi s'esquisse une géopolitique du « juste » territorial, alternative au traitement d'inégalités territoriales brouillées par les échelles, les flux et les chaînes de valeur.



COMITÉ D'ORGANISATION

Thomas AGUILERA, Maître de conférences en science politique, Sciences Po Rennes, membre d'Arènes UMR 6051, chercheur associé à la Chaire TMAP

Patrice DIATTA, Chargé de recherche et de développement, Chaire TMAP, Sciences Po Rennes - Arènes UMR 6051

Romain PASQUIER, Directeur de recherche au CNRS/Sciences Po Rennes - Arènes UMR 6051, **titulaire de la Chaire TMAP**

Marie PELICHET, Directrice des relations internationales de Sciences Po Rennes

Marc-Olivier LACROIX, Étudiant en seconde année à Sciences Po Rennes, stagiaire à la Chaire TMAP

Antoine VILLOUTREIX, Assistant de communication, Chaire TMAP, Sciences Po Rennes

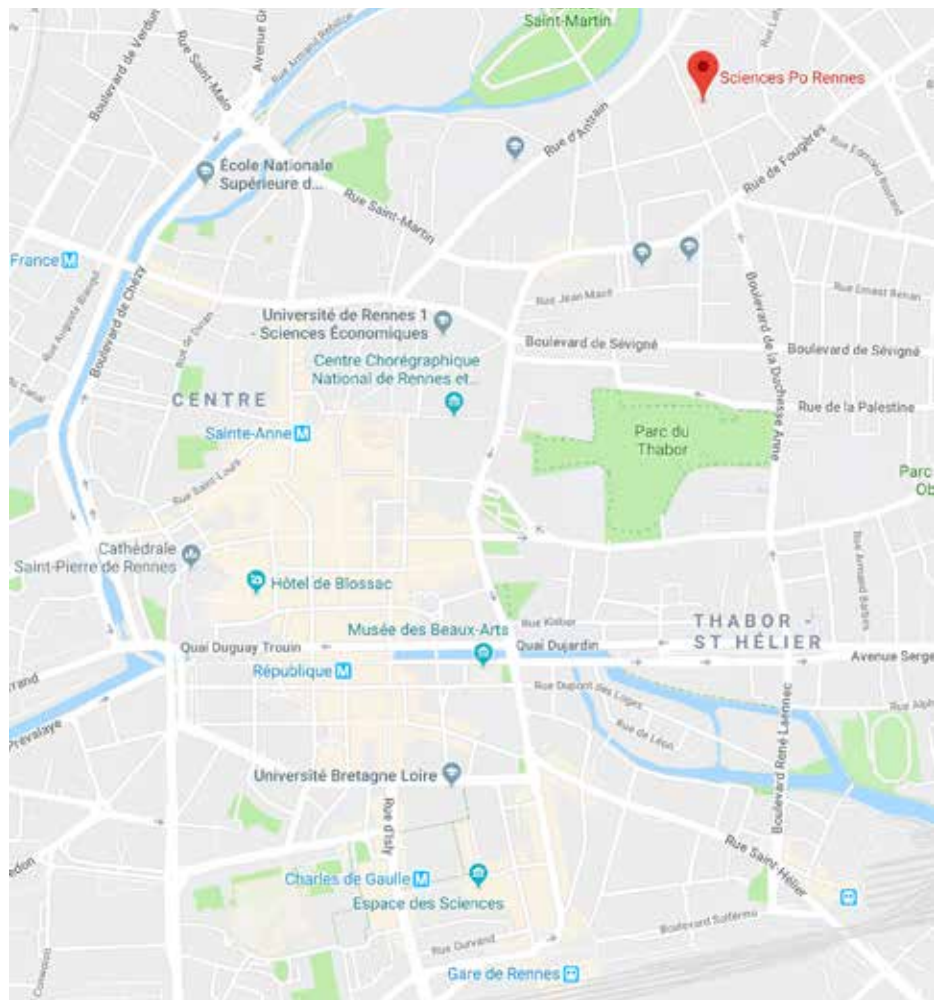
CETTE ÉCOLE D'ÉTÉ A BÉNÉFICIÉ DU CONCOURS DE :

Alice ANBERRE
Maxime AGNOLA
Martine BARBELENET
Servanne BESNEUX
Gwenaël BODO
Jeanne CHAUVEL
Marie-Christine FONTAINE
Benoît GIRY
Alexandre JARLÉGAN

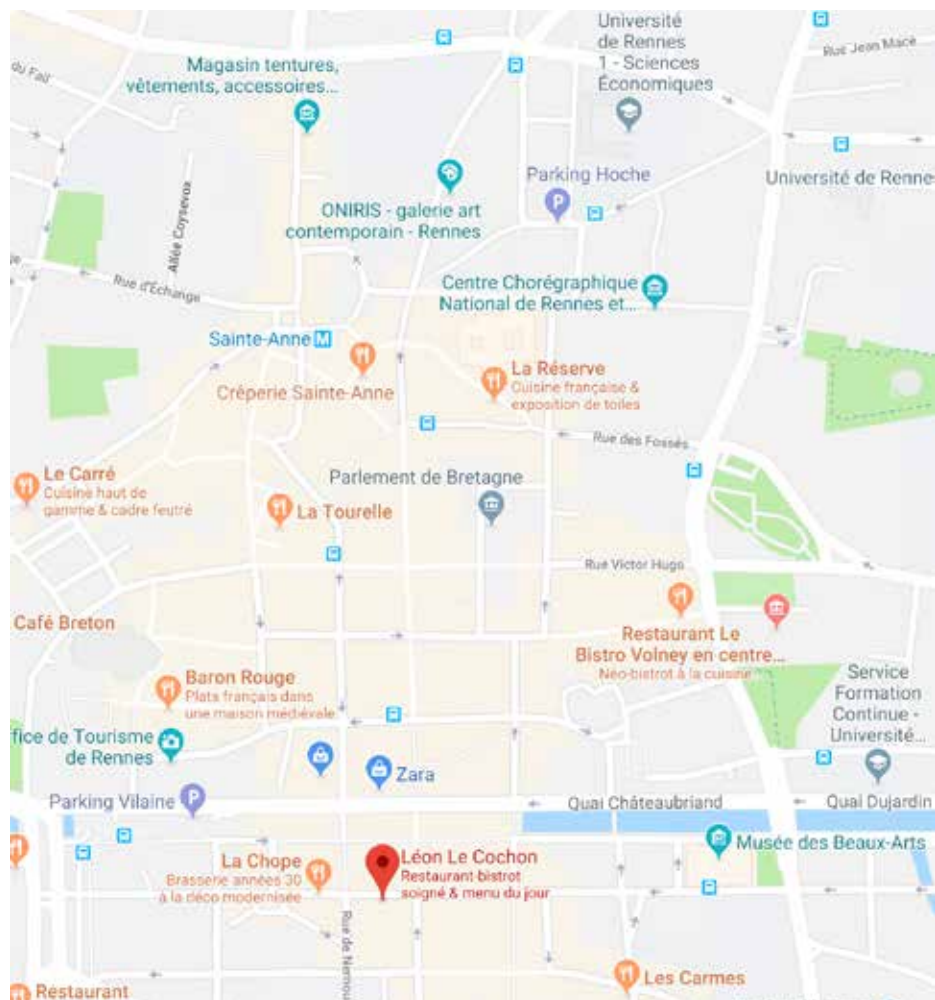
Nelly JÉZÉQUEL
Guillaume JULIEN
Véra KOUDELKOVA
Brice NOËL
Camille OLIVEROS
Marc ROUZEAU
Léa SENEGAS
Marion TURBIEZ-MIQUEL

INFORMATIONS

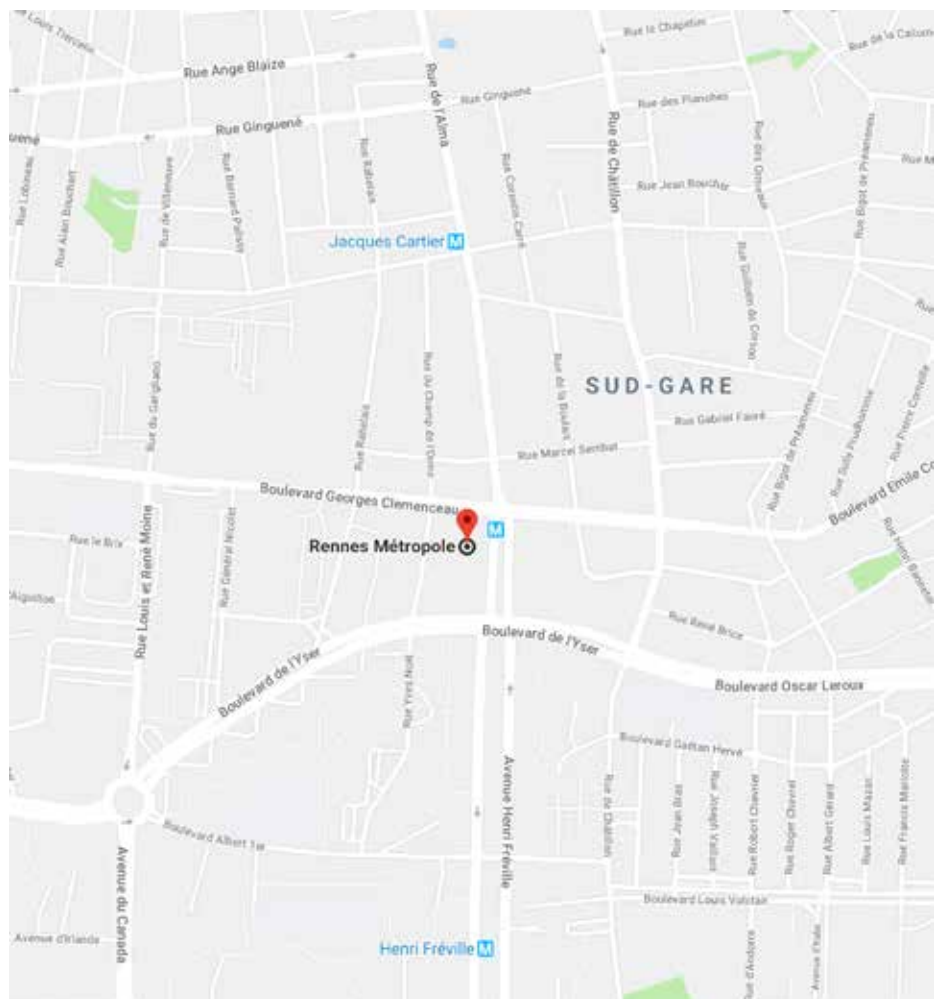
**INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE RENNES
104 BD DE LA DUCHESSE ANNE, 35000 RENNES**



RESTAURANT LÉON LE COCHON 6 RUE DU PRÉ BOTTÉ, 35000 RENNES



HÔTEL DE RENNES MÉTROPOLE 4 AVENUE HENRI FRÉVILLE, 35207 RENNES





Équipe de pilotage

8 personnes

1 chercheur CNRS ; 2 enseignants-chercheurs
1 ingénieur de recherche ; 1 administrateur territorial ;
2 assistants ingénieurs ; 1 stagiaire en alternance (Master 2)



53 contributeurs

44 nationaux
9 internationaux



8 doctorants



10 chercheurs associés



3 éditions d'école d'été internationale

« Démocratie locale, décentralisation et

gouvernance multinationale »

2016 - 2017 - 2018

151 participant(e)s



9 champs thématiques principaux

Environnement et transition écologique ; territoires
et innovations ; démocratie locale et participation
citoyenne ; social et solidarité ; aménagement et
développement du territoire ; finances publiques
locales ; ressources humaines des collectivités ;
gouvernance territoriale ; Europe.



12 animations scientifiques réalisées

(colloques, journées d'études, formation continue ;
sans les séminaires périodiques, les formations
initiales, les contributions à des manifestations
organisées par des partenaires...)

796 participant(e)s



29 conférenciers invités

(keynote speaker)

18 nationaux

11 internationaux

Budget 2015/2018

Recettes

222 329,30 €



Dépenses

209 652,60 €

27 publications

4 ouvrages et 3 numéros spéciaux de
revue et 20 articles et chapitres



3170 Followers et abonnés

sur les réseaux sociaux

3 partenaires scientifiques

IPSA AISP



INSTITUT
DE LA GOUVERNANCE
TERRITORIALE
ET DE LA DÉCENTRALISATION



enedis

ARKEA

CCI BRETAGNE

ASSOCIATION

casden

12 partenaires institutionnels

Notes :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2018

3^e édition
ÉCOLE D'ÉTÉ
INTERNATIONALE

27 au 29 juin 2018
Rennes



CONTACT :

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE RENNES

104 Boulevard de la Duchesse Anne
35700 RENNES, FRANCE

Tél.:+33(0)2 99 84 39 03 (P. Diatta)

chaire.tmap@sciencespo-rennes.fr

www.sciencespo-rennes.fr